

LE PEUPLE BRETON

0,60

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

LA FAIM DANS LE MONDE (Voir notre étude page 3)

CHANTIER MILITAIRE : une solution ?

(Voir notre enquête page 4)

NOUVELLE DÉFINITION DE L'EUROPE

par Guy HÉRAUD, professeur à la faculté de droit de Strasbourg

Le mépris avec lequel l'Etat moderne traite ses minorités sera probablement dans l'avenir un sujet d'étonnement indigné. Cet élément précieux de diversité que constitue la variété des groupes ethniques est sacrifié à l'idole de la nation une et uniforme. Seuls les Etats à vocation poly-ethnique, comme la Suisse, dont l'existence même dépend du respect des communautés variées qui la composent, font exception à la règle. La France se veut française dans ses provinces bretonne, basque ou alsacienne; l'Italie italienne dans ses dépendances slovènes, allemandes ou françaises; l'Espagne, castillane jusqu'en Euzkadi, en Catalogne ou Galice. Même la Hollande ne fait pas aux Frisons tous les droits, ni la Grande-Bretagne aux populations galloises et gaéliques. Sous d'appréciables différences, tenant — soit au tempérament national : libéralisme anglo-saxon, centralisme latin, rudesse germanique — soit à l'ancienneté plus ou moins grande des liens étatiques : union quasi-légendaire de la Bretagne à la France, du Pays de Galles à l'Angleterre, l'anxieuse récente du Tyrol méridional à l'Italie, d'Eupen à la Belgique — soit au niveau démographique, économique, culturel variable des minorités : puissance de la Catalogne en Espagne, des minorités allemandes avant guerre, en Europe centrale et orientale, faiblesse sous tous rapports des Lapons, des Albanais de Calabre, des « Croates de l'Eau » du Burgenland; les minorités ethniques ne jouissent nulle part ou presque de cette égalité complète de droits que les principes modernes de civilisation reconnaissent à tous les hommes.

Il se trouve pourtant un courant dominant d'opinion pour soutenir le contraire et affirmer, au souvenir des turbulents Sudètes de 1938 ou au spectacle du mécontentement tyrolien, que les minorités sont trop bien traitées, qu'elles ne cessent de se plaindre tout en jouissant de véritables privilèges sur le commun de la population.

Cette opinion intéressée s'explique de deux façons :

1) L'Etat — et la société internationale sous sa forme actuelle est à sa dévotion — trouve avantage à répandre l'idée de sa grande générosité toujours mal payée de retour, opposant sa conduite paternelle à l'insatiable appétit revendicatif des

minorités. Les puissances coloniales paraissent aussi de l'ingratitude des peuples assujettis. S'il put se faire qu'un régime ignominieux exploitât à ses fins de domination la présence de minorités allemandes en Europe, de semblables conditions aujourd'hui ne se retrouvent pas. Il n'y a plus en Europe occidentale d'Etats impérialistes. Et ceux qui seraient tentés d'intervenir en faveur de populations de même langue à l'extérieur de leurs frontières sont la plupart du temps empêchés de le faire parce qu'ils s'offrent eux-mêmes en cible aux critiques d'autrui. Il en résulte un phénomène d'inhibition mutuelle dont pâtissent presque toutes les minorités, privées du moindre appui extérieur.

La seule volonté de ne rien faire qui puisse ébranler la solidarité occidentale joue dans le même sens. De ce fait, rien ne vient rompre la conspiration du silence, ni contester l'affirmation tranchante de l'Etat posant que chez lui « il n'y a pas de minorités ».

C'est ainsi qu'il n'y avait pas de « problème colonial » au beau temps de la colonisation; et pourtant un simple déplacement dans l'équilibre mondial des forces a suffi à provoquer une floraison universelle de « difficultés » et de « problèmes » : les plus modestes colonies affichent leur personnalité et revendiquent l'autonomie ou l'indépendance. Les fictions s'écroulent et la vérité s'affirme : tandis que Madère et la vérité s'affirme : toires véritablement portugais, se comportent en provinces fidèles, les « provinces lusitaniennes d'outre-mer » commencent à leur tour de secouer le joug. « Il n'y a pas de problème valdôtain », « il n'y a pas de problème basque », répètent à l'envi les gouvernements et les cercles nationalistes. Et pourtant que l'état se desserre, que les populations soient mises à même de manifester leur volonté et l'on verra surgir, comme en Algérie ou en Angola, ici aussi, des « problèmes ».

2) Dans la « bonne conscience » de l'Etat et de l'opinion publique entre une part et de l'analyse insuffisante des situations. Les apparences sont trompeuses. Non contents d'affirmer l'égalité des personnes, les statuts minoritaires entraînent souvent la création de services propres à la minorité, telles les écoles particulières.

Il semble ainsi que la nation ferait plus pour ses ethnies allogènes plus que pour elle-même, et que loin d'être victimes d'une discrimination, les minorités jouiraient de véritables privilèges.

Cette appréciation, très répandue, pêche radicalement. Un exemple en fera comprendre le vice. Que les Tyroliens du Sud aient leurs écoles de langue allemande financées par le budget public, cela peut apparaître comme un privilège puisqu'on déroge en leur faveur à la législation nationale commune. En vérité, ces prestations scolaires ne font que pallier très imparfaitement une discrimination fondamentale inhérente à la condition minoritaire. Sans préjudice de ce que les minoritaires contribuent par l'impôt au fonctionnement d'écoles dont ils ont bien l'usage, mais non la maîtrise, deux inégalités subsistent pour les personnes : d'une part l'obligation d'apprendre une langue qui n'est pas la leur et de subir l'éducation civique de l'Etat dominant; d'autre part, la nécessité, pour qui désire accomplir pleinement sa vie dans la cité, d'assimiler une culture étrangère et de se dénationaliser. Séparés par une frontière artificielle du gros de leur ethnie, les Tyroliens du Sud se trouvent cantonnés dans un mode provincial d'existence et ne peuvent sortir qu'au prix d'un reniement. Tandis que l'Allemand de Bolzano ou l'Autrichien d'Innsbruck ont la liberté d'accéder aux plus hautes fonctions nationales ou internationales en demeurant fidèles à eux-mêmes, l'Autrichien de Bozen (*), « citoyen italien », n'y parvient qu'en substituant à sa personnalité originale — au prix de quels efforts, de quels sacrifices, et de quelle intime trahison! — une langue, une culture, une sensibilité, une personnalité étrangères; n'est-ce pas là une atteinte grave à la dignité et à l'égalité des hommes? Que l'on n'aille donc pas prétendre que la situation minoritaire serait surmontée par le simple octroi de quelques droits matériels spécifiques!

Notre propos n'est certes pas de stigmatiser tel ou tel autre Etat. Car le traitement des minorités dépend du bon ou du mauvais vouloir des nations que du jeu des lois de physique politique à base

(Suite page 4)

(*) Nom allemand de Bolzano.

" ECHOS "

JEUNES AGRICULTEURS

Le 30 avril à Châteaulin, le Cercle des Jeunes Agriculteurs du Finistère a tenu son assemblée générale. Economie au service de l'homme, condamnation nette du libéralisme économique, souci d'une planification démocratique, les jeunes agriculteurs ne se sont pas contentés d'affirmer ces grands principes qui sont nôtres. Ils ont dénoncé la politique gouvernementale du F.A.S.A.S.A. (Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles) et de son corollaire l'A.M.P.R.A. « Il y a longtemps que nous réclamions une politique de reclassement pour les travailleurs agricoles, jeunes en particulier, obligés de quitter le métier pour aller en ville, très souvent sans qualification professionnelle. Aujourd'hui l'A.M.P.R.A. commence à fonctionner. Mais où iront travailler les jeunes qui partent? Pas en Bretagne, vu les efforts faits pour y créer des emplois nouveaux. Prenons bien garde que l'action de l'A.M.P.R.A. ne devienne une véritable politique d'exportation de main-d'œuvre, appuyée par le gouvernement. ». Ayant choisi de participer à l'élaboration du V^e Plan, ils voient bien qu'il « s'agit surtout d'une question de gros sous placés à Paris et dans l'Est de la France, difficile à déplacer vers les régions moins développées... »

PETIT PARALLÈLE

L'entrée de l'Espagne dans l'Europe des Six a été remise malgré l'appui, discret, mais réel, de la France... Gaullisme et franquisme, Espagne et France... Gaullisme et franquisme choquera certains qui rétorqueront que « en France, tout de même, ça n'est pas la même chose... ». Pourtant le caudillo est à la fois commandant en chef des forces armées, chef du gouvernement et chef du Mouvement national (Phalange; j'allais écrire l'U.N.R.)... Le caudillo parle beaucoup de rajeunir les institutions; on évoque la possibilité d'un référendum pour la désignation d'un chef de gouvernement parmi un nombre restreint de candidats! Le général Franco et le général français sont décidément préoccupés par leur succession. Cependant le comte de Paris a moins de concurrents que don Juan d'Espagne!

Nous exagérons? Alors écoutons la radio : « Le 1^{er} mai 1964, trois pays seulement en Europe, ont interdit les défilés de travailleurs dans leurs capitales : le Portugal (de Salazar), l'Espagne (de Franco) et... la France! »

Edito

La politique du général de Gaulle à l'égard du Tiers-Monde, des pays dits « en voie de développement », peut apparaître aux yeux de certains comme progressiste et la gauche française, qui au pouvoir a surtout mené une politique colonialiste, se trouve gênée. Jean Daniel, parlant du mythe gaulliste dans le Tiers-Monde, a souligné à juste titre que l'essentiel de cette politique était une nouvelle définition des rapports de la France avec les Etats-Unis. Le mutisme de la gauche française, le voyage de Gaston Defferre à Washington sont-elles les seules réponses ? Une politique progressiste envers les pays sous-développés ne peut-elle se définir face à la politique gaulliste ?

Pourtant le même jour, la France, à la surprise de ses alliés occidentaux, a pu voter au Conseil de Sécurité la résolution condamnant le raid britannique au Yémen et signer un accord avec le pays le plus colonialiste de la terre, le Portugal. Vendre des locomotives à Cuba est un défi au blocus économique des U.S.A., mais aucune mesure ne sera prise contre le gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Ces exemples montrent la duplicité d'une politique néo-impérialiste.

Duplicité aussi, l'attitude de la droite qui joue habilement et non sans quelques raisons sur le slogan « Charité bien ordonnée commence par soi-même » pour faire miroiter l'image d'une Bretagne prospère grâce aux crédits actuellement « gaspillés » en Afrique ou à Madagascar. La droite au pouvoir, l'aide extérieure ne serait pas tellement diminuée ; elle serait un peu plus liée à des impératifs politiques, au degré d'anticommunisme des régimes soutenus : l'abbé Youlou aurait eu le même « salut » que M. Mba.

S'il y a un « transfert de masses budgétaires » à opérer, c'est avant tout — au niveau des dépenses somptuaires : des réceptions aux chandelles à Versailles aux aménagements coûteux du château de Bregançon, dernière en date des demeures pour « hôtes illustres de la France ».

— au niveau du budget de l'armée et de la force de frappe, que cette dernière soit « nationale », européenne ou atlantique : plus de 600 généraux à entretenir, 2 000 milliards d'anciens francs ; pour 1965 on sait déjà que la part attribuée à la force de frappe dans le budget prévisionnel sera insuffisante... ; sans compter les millions de nouveaux francs cachés ici ou là sous les rubriques anodines : construction navale, recherche scientifique...

Grandeur, prestige, la propagande gaulliste est tournée résolument vers l'avenir, vers l'horizon... 1985, ignorant les réalités du présent : — la situation de l'équipement téléphonique de la France de 1964 est celui de la Suisse de 1938, la Loire-Atlantique détenant, « dans l'Ouest », le record des demandes d'abonnements non satisfaites.

— quelques millions viennent d'être débloqués pour « l'autoroute » du centre de la Bretagne. A ce rythme-là, on peut prévoir l'achèvement dans quelques années d'une réalisation promise pour... 1965 par le gouvernement...

— les logements sont partout insuffisants ; professeurs et instituteurs enseigneront encore longtemps dans des classes surchargées et vétustes ; mais « Ouest-France » nous annonce qu'à Landivisiau la plus grande centrale à béton d'Europe est en voie d'achèvement... pour construire la piste de la base aéro-navale de l'O.T.A.N.

Millions ou milliards, peu importe ; il ne s'agit pas de savoir où placer la virgule ; le choix est ailleurs, il faudra que le peuple breton décide s'il veut que continue cette hémorragie d'hommes et de capitaux, que continue la monarchie gaulliste, que son avenir économique et social soit entre les seules mains d'un préfet-intendant...

... ou s'il veut une politique de paix et d'amitié entre tous les peuples, une véritable démocratie, une assemblée bretonne.

L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

SIGNATURE :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) au responsable des affaires intérieures : M. LE BEG, 5, quai Lamennais, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à Hervé GRALL, 51, rue Inkermann, Brest. — C.C.P. 1890-57 Rennes.

En Bretagne... Quimper

ELDÉ

vêtements de qualité

EN VENTE DANS TOUTES
LES BONNES MAISONS

VENTES -- ACHATS

PROPRIÉTÉS -- TERRAINS

COMMERCES

Toutes locations

Mme Pérennes

10, rue des Boucheries - QUIMPER

ENTREPRISE DE MAÇONNERIE

TRAVAUX PUBLICS

LE TOULLEC

LE GUILVINEC

79, rue Jean-Baudry

R. C. Quimper 56 A 594

LA VIE DU PARTI

SECTION DE BREST

La section de Brest s'est réunie une seule fois au mois d'avril, la deuxième réunion ayant été ajournée du fait des congés du 1^{er} mai.

Le 18 avril a vu Jean Guegueniat présenter les dernières décisions du comité directeur après que M. Guillemet ait mis au point les activités de la section pour les vacances de l'été.

SECTION DE RENNES

Une seule réunion ce mois-ci à Rennes. Après avoir organisé les ventes du journal sur la ville et les environs, la section entendit R. Debroise exposer les décisions du comité directeur du mois. Enfin plusieurs militants se déclarèrent prêts à faire un effort particulier pendant les congés de l'été en suivant le camp itinérant.

SECTION BIGOUDENNE

La section s'est réunie le 20 avril. Il a été décidé que pour faciliter le travail du groupe dans la Cornouaille, les adhérents quimérois étaient provisoirement rattachés à la section bigoudenne. A cette réunion a été enregistrée l'adhésion d'un camarade de la C.F.T.C.

Des ventes du journal ont été organisées, plusieurs samedis de suite, à Loctudy, Pont-l'Abbé, Le Guilvinec. De même une vente organisée... à Lorient, lors du passage de M. Defferre, a connu un gros succès dans les milieux de gauche.

COMITÉ DIRECTEUR DE VANNES

Le comité directeur de l'U.D.B. s'est réuni à Vannes, le dimanche 3 mai 1964. Tous les membres étaient présents sauf Mlle M.-C. Rumeur. Les commissions se sont réunies à partir de 9 h 30. L'après-midi elles présentaient leurs rapports en séance plénière, où ils furent discutés et adoptés après vote.

Un compte rendu des nouvelles adhésions fut fait. Les dates du 22 août au 7 septembre 1964 ont été retenues pour le camp de cet été ; le nom des participants doit être communiqué à Jakez Josset. Par ailleurs deux articles ont été ajoutés au règlement intérieur :

Article B. 2. — Pour être militant de l'U.D.B., tout Breton ou ami de la Bretagne s'engage à militer activement et à acquiescer régulièrement sa cotisation.

Dès son adhésion, il précisera, s'il y a lieu, les genres d'action auxquels il ne pourrait pas prendre part, le cas échéant.

Article B. 3. — Tout militant U.D.B. a le devoir de pratiquer l'autocritique et la critique comme méthodes d'amélioration constante du travail du parti.

Deux autres articles ont été vivement discutés, ils seront revus lors de la prochaine réunion du C.D. Afin que le travail des membres de l'U.D.B. reste coordonné et efficace pendant les vacances, les militants U.D.B. sont priés de communiquer leur programme de vacances à Jakez Josset.

La commission extérieure a parlé des relations de l'U.D.B. avec les différents journaux. Il a aussi été discuté de notre position vis-à-vis de M. Gaston Defferre.

Le trésorier a fait un bilan financier, et plus précisément un bilan financier du journal. Il a été constaté que le nombre d'abonnements de soutien a augmenté et que la souscription pourra peut-être nous permettre de passer sur 6 pages si la participation continue à croître.

Il a été rappelé que la nature de l'argent envoyé doit être correctement précisée sur les bordereaux d'envoi de fonds, et que cet argent doit être transmis le plus rapidement possible.

Le numéro 5 a été mis au point. La prospection d'abonnements va être continuée.

Le prochain C.D. se tiendra le 7 juin.

NOTE SUR NOTRE MOTION DU N° 4

Nos lecteurs se sont peut-être étonnés de nous voir reprocher à M. Gaston Defferre son non-engagement sur la question de l'implantation d'un complexe sidérurgique en Loire-Atlantique. Il faut savoir qu'à l'heure où nous fournissons le texte de cette motion à l'imprimerie, M. Defferre n'était pas encore passé à Saint-Nazaire où il s'était réservé de se prononcer sur le complexe sidérurgique qu'il promet en cas d'élection. De retour dans le Midi, M. Defferre se vit reprocher cet engagement par des méridionaux. Il fit alors la distinction entre M. Defferre-maire de Marseille qui ne peut qu'être favorable au complexe dans le Midi et M. Defferre-président de la République, qui serait obligé de tenir compte de l'intérêt général. La question en est là.

LA PRESSE ET L'U.D.B.

Depuis le 4 janvier 1964, date de création de l'Union Démocratique Bretonne, plusieurs organes de presse, journaux ou revues ont parlé de l'U.D.B. et du **Peuple breton**. Il serait trop long de publier ici tous les extraits relatifs à notre organisation. Bornons-nous à signaler les titres.

Presse bretonne : **Ar Falz, Al Liamm, Ar Vro, Barr-Heol, La Vie bretonne.**

Presse française : **Le Figaro, Lectures françaises** (extrême-droite), **Partisans** (extrême-gauche), **Sud-Ouest, Témoignage chrétien.**

Presse européenne : **Een Erst Gelid** (flamand), **La Voix d'Alsace-Lorraine, Zutik I** (basque, édition en espagnol).

Si des lecteurs du **Peuple breton** avaient connaissance d'autres citations concernant notre parti ou son journal, nous leur serions reconnaissants de nous fournir des indications nous permettant d'en prendre connaissance.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

" POUR L'EFFICACITÉ "

Ce mois-ci la somme versée à la souscription, que nous avons ouverte pour le **Peuple breton**, est supérieure aux deux précédentes fois. D'abord merci à tous, connus ou inconnus, pour l'aide — et l'encouragement — ainsi apportés à notre entreprise.

Ensuite, quelle belle preuve qu'il suffit de vouloir défendre notre pays pour qu' aussitôt les Bretons et leurs amis, qui ne sont ni les plouks, ni les endormis que l'on veut bien dire, répondent à ce que l'on attend d'eux ! Un lecteur nous écrit : « Ce qui m'inquiète pour vous, c'est la question matérielle, qui ne doit pas être brillante. Tous les groupes sont contraints à ce cercle vicieux : une presse à faible tirage ne permet pas de diffuser des idées, et n'attire pas la publicité. Donc, difficultés de recrutement et de financement. Par la suite, tout vient à la fois. » Certes, ami, nous ne sommes pas riches et cela se comprend ; nous nous sommes fixé non d'endormir nos compatriotes, mais de les réveiller... Mais l'U.D.B. et le **Peuple breton** ne sont pas morts ! Des « observateurs » nous prédisaient une vie d'un mois ou deux, voire de huit jours : voici le cinquième numéro de notre journal, le cinquième mois de notre parti. Pourquoi ?

Parce que nous voulons gagner et que nous militons pour cela. Parce que vous tous, adhérents, lecteurs et sympathisants, vous ne voulez pas que la première expérience politique de jeunes Bretons depuis la guerre sombre pour de sordides raisons matérielles ! Vous pouvez compter sur nous. Nous comptons sur vous. Pour la Bretagne nouvelle, merci.

Troisième liste :

Anonyme, Rennes	20,00 F
Anonyme, Rennes	5,00 F
J.-M. L., Dol-de-Bretagne	10,00 F
Yann-Glaoda Ar Mer, Brest ..	200,00 F
Herve Monbureau, Brest	30,00 F

Total de la troisième liste 265,00 F
Report des listes précédentes .. 296,80 F

TOTAL 561,80 F

Les participations à la souscription doivent être adressées à M. Herve Grall, 51, rue Inkermann, Brest, C. C. P. 1890-57 Rennes, en précisant au dos de l'envoi : « Souscription » et en mentionnant si vous désirez garder l'anonymat. Merci.

CHANTIER MILITAIRE A LANVÉOC

Les responsables syndicaux et les élus locaux de la presqu'île de Crozon se sont récemment solidarisés pour rappeler aux pouvoirs publics le marasme économique qui sévit actuellement dans cette région du Finistère. Il est inutile d'épiloguer comme le fait parfois la presse locale pour montrer le rapport qui existe entre la crise de la construction navale (au Fret, par exemple) et celle de la pêche artisanale : cela rappelle étrangement le jargon officiel ("crise sectorielle") à propos de Saint-Nazaire ! Qu'importe la responsabilité de telle ou telle conjoncture : puisque le mal est fait, il s'agit de le résoudre. Posons le problème en termes simples : quelles sont les activités susceptibles de pallier les difficultés actuelles que connaît la presqu'île de Crozon ? Certes, le tourisme constitue une source de richesse non négligeable, encore que l'on gâche trop souvent les possibilités : nous reviendrons ultérieurement sur ce problème. La pêche ? mais c'est là un des facteurs de la crise. D'aucuns prétendent que les chantiers de construction, tel celui de l'O.T.A.N. à Lanvéoc, offrent des possibilités d'emploi : nous allons voir justement ce qu'il faut penser d'une telle activité.

CHOMAGE OU EMIGRATION ?

En effet la constatation la plus évidente que l'on puisse faire à propos de ce chantier, c'est qu'il recrute essentiellement de la main-d'œuvre étrangère. Il s'agit de creuser un tunnel, ce qui réclame une infrastructure technique importante (le chantier est confié à de grandes entreprises parisiennes !!!) et une main-d'œuvre peu exigeante : c'est pourquoi l'on trouve surtout des travailleurs venus d'Afrique du Nord, d'Espagne, d'Italie, du Portugal, etc. Il s'agit là d'un phénomène assez analogue à la construction des grands barrages : c'est-à-dire que les entreprises choisissent leur main-d'œuvre où bon leur semble — en l'occurrence on « importe » des Algériens, des Basques, des Portugais — de sorte qu'il reste peu d'emplois pour les travailleurs locaux. D'autre part une telle situation ne peut que s'aggraver, car la main-d'œuvre bretonne employée sur ce chantier n'aura que deux solutions lorsque l'ouvrage sera terminé : le chômage ou l'émigration.

DES ACCIDENTS !

Mais d'ici la fin des travaux bien des problèmes se posent que nous ne saurions passer sous silence. Ce sont d'abord les conditions de travail qui sont difficiles à connaître pour des raisons de secret militaire ! Nous avons réussi à interroger quelques ouvriers à ce sujet : il semble que l'une des conditions les plus pénibles soit l'humidité. Ensuite il faut mentionner les accidents — échafaudages, chutes de pierres, etc. — qui sont particulièrement nombreux, bien que l'on cherche à les étouffer le plus possible : la presse locale n'en parle pas, alors qu'elle mentionne tous les « chiens écrasés » du département. Certes les salaires sont relativement hauts (1 500 francs par mois environ pour ceux qui travaillent au tunnel y compris les primes de risques, 700 F par mois environ pour ceux qui travaillent à l'extérieur), mais les problèmes ne sont pas résolus pour autant car il y a eu des tentatives de grève ! Réaction patronale (ou militaire ?) : les syndicalistes ont été mis à la porte !

LE LOGEMENT

Ajoutons pour compléter ce tableau, les conditions de logement. Au départ, la

commune de Lanvéoc était incapable à elle seule d'assurer le logement des ouvriers et, pour certains, de leur famille. De sorte que beaucoup d'entre eux ont dû chercher asile à plusieurs kilomètres : Crozon, Le Fret, Tal-ar-Groas et même Landevennec. Les prix des loyers varient entre 150 et 250 F par mois pour une ou deux pièces. Autrefois les gens de la Presqu'île aimaient beaucoup avoir des marins comme locataires : ils gagnent bien et ne restent pas trop longtemps ! Il semble que l'exploitation des ouvriers soit plus rentable puisqu'on cherche à mettre des marins dehors pour loger des ouvriers ! Exploitation ? Le mot n'est pas trop fort ! C'est le cas par exemple d'une famille algérienne (5 enfants) qui vit dans une seule pièce. Ailleurs, c'est une famille d'Espagnols avec 6 enfants, habitant deux pièces dont les anciens occupants sont "tombés tuberculeux", la mère enceinte est malade ! Là ce sont des Basques avec deux enfants dont un aveugle, dans une pièce (une baraque !) très humide qui leur revient à 200 F par mois... ! On a souvent besoin d'un plus sous-développé que soi ! Certains semblent confondre l'habitat ouvrier avec le logement pour touristes.

QUELQUES EXEMPLES

Nous avons interrogé quelques ouvriers pour savoir ce qui les avait amenés à venir travailler sur ce chantier :

Celui-ci est Algérien : il est en France depuis deux ans déjà, parce qu'il n'a pas pu trouver de travail dans son pays, mais il rentrera dès qu'il pourra. Il aime bien la région, mais il souffre de l'humidité, et puis il a eu beaucoup de mal à se loger : « c'est un Algérien, n'est-ce pas ? »

Ensuite un Espagnol : là encore nous retrouvons le problème tragique du chômage en pays sous-développé. Il est venu en France avec sa famille, mais pour y rester si cela est possible... nous avons cru comprendre qu'il n'aimait pas Franco !

Quant aux travailleurs étrangers, qui dénoncera avec assez de force aux yeux de l'opinion leur sort parfois tragique... Dans un pays dont ils ne connaissent pas la langue, l'adaptation est souvent pénible, alors que pour certains le retour au pays est impossible pour des raisons politiques. Le gouvernement de Salazar considère en effet que ces travailleurs sont tellement "intoxiqués par la propagande communiste" (sic), qu'il leur interdit désormais de revenir au Portugal.

C'est enfin le tour d'un Breton, habitant la Presqu'île, qui avait jusque-là travaillé dans le bâtiment. Il est heureux d'avoir trouvé cet emploi stable pour quelque temps, mais ne sait ce qu'il va faire lorsque les travaux seront finis : il a pensé suivre l'entreprise vers un autre chantier, mais il hésite car il a toujours vécu ici, et puis il y a sa famille...

Alors, est-ce bien là une solution pour résoudre ce fameux marasme économique de la Presqu'île de Crozon ? Quand bien même l'on ferait abstraction des conséquences stratégiques de l'implantation de bases militaires en Bretagne, il reste que de tels chantiers, même s'ils apportent une activité passagère certaine, n'en sont pas moins néfastes sur le plan social et à plus long terme sur le plan économique : car ils ne font qu'aggraver les difficultés actuelles en faussant les données réelles du problème par des solutions aussi passagères qu'illusoire.

Hervé GRALL.

Entre les Lignes

Des énergumènes ont été condamnés à quelques jours de prison pour avoir, pendant la grève des produits agricoles, arrosé de pétrole une carcasse de veau qui allait être livrée à la consommation... Et l'on agit des menaces de représailles contre une décision de justice des plus légitimes !

(Léon Huret,
Le Courrier de Paris, mars 1964.)

Voilà, amis de Pont-l'Abbé, comment on vous juge dans les milieux de la presse gaulliste inconditionnelle de Paris. Ah ! les braves gens ! Si on les laissait faire, ce n'est pas vingt jours de prison qu'auraient subi les leaders syndicalistes bretons, mais « légitimement », cent jours... au moins.

Du même « énergumène », Léon Huret, dans le même article :

Si une entreprise métallurgique n'est plus en état de figurer normalement dans l'activité française, il ne faut pas la maintenir, contre toute logique, sous prétexte

que les ouvriers entendent rester sur place, dans la même fonction.

Ben, voyons ! Est-ce que le bétail exige, lui, de « rester sur place, dans la même fonction », « contre toute logique » ? Nos chers (très chers) gaullistes le savent bien, eux : lorsque leur parti ne sera plus « en état de figurer normalement dans l'activité française », il leur faudra bien abandonner tous les beaux fromages dont ils profitent si bien maintenant, n'est-ce pas ?

Mme Messmer s'est déguisée en bretonne pour une manifestation folklorique. Il est vraisemblable de penser que le peuple breton préférerait d'autres marques d'attachement.

(Témoignage chrétien, 23 avril 1964.)

Très vraisemblable en effet ! Si Mme Messmer veut prouver son attachement à la Bretagne, qu'elle suggère donc à son mari d'épargner un peu les plus beaux sites bretons : forêt de Paimpont, anse de Landevennec, monts d'Arrée, etc. Ce ne sont pas les installations militaires qui manquent chez nous...

"LA MER"

Alain CALVEZ
AGENT GÉNÉRAL
COMPAGNIE D'ASSURANCES MARITIMES & TERRESTRES
43, Rue de la Marine - LE GUILVINEC
TÉLÉPHONE 218

"ECHOS"

STABILITÉ... GAULLISTE !

On connaît, pour n'entendre parler que de ça à la R.T.F., l'extraordinaire stabilité qui règne sous la V^e République (sic). Tous les consommateurs sont à même de vérifier chaque jour combien leur pouvoir d'achat est stable, combien les prix des denrées sont stables. Il n'y a pas jusqu'aux fromages bien particuliers que sont les ministères et les hautes charges de l'Etat français qui ne connaissent une stabilité impensable sous la IV^e. La dernière motion du comité directeur de l'U.D.B. rappelait la valse des ministres de l'Education nationale. Autre preuve de ce que nous avançons : à la tête de la très-gaulliste-radio d'Etat il n'y a pas eu, en sept ans, moins de quatre hauts fonctionnaires... Quelle stabilité !

STABILISATION DANS LA BAISSÉ

La R.T.F. va pouvoir décerner sans conteste l'oscar de la stabilisation aux pay-

sans bretons. Grâce aux attentions efficaces de M. Pompidou, ils ont opéré une baisse généralisée sur leurs produits ; baisse de 140 F (soit 50 %) par kilo de porc, les choux-fleurs sont à 20 F la tête, les pommes de terre à 5 F le sac, et ainsi de suite. Qui dit mieux ? Une question cependant : à quel prix les ménagères de nos villes trouvent-elles ces produits dans leurs épiceries ? Et pourquoi ? Pourquoi aussi, alors que les prix bretons semblent décidément « concurrentiels », comme disent les technocrates, trouve-t-on à Rennes, des tomates... des Canaries, des pommes de terre... du Maroc, des artichauts... d'Italie, etc. ?

LES FROLOS... AU CASINO

La Cornouaille va enfin recevoir les millions qui lui font défaut. Mais l'habitat rural et les zones industrielles peuvent attendre, car cet argent est destiné au casino que les bons bourgeois locaux ont décidé de construire. Voici un grand pas d'accompli vers le tourisme populaire et démocratique...

COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent. Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné.

— Comme vous le savez, je lis Le Peuple Breton que je trouve très intéressant. J'ai lu son manifeste avec lequel je suis d'accord. Vous avez écrit « primauté du travail sur le capital ». Soit. Mais n'oubliez pas que le capital n'est que du travail en conserve et que son intervention, soit capitaux privés, soit capitaux d'Etat, est toujours indispensable. — Brest.

— Il est bien certain que si la masse a enfin bougé, ce n'est pas grâce au M.O.B. ni à aucun des petits groupes qui se contentent de « faire de la théorie politique », mais bien grâce à l'action concrète menée par Martray. Cela tient à la fois à l'orientation de notre époque et à certaines caractéristiques du tempérament breton. Vous vous en apercevrez bientôt, à travers vos propres efforts, à partir d'une action directement politique. Il faut déboucher sur le politique ; mais y conduire par d'autres méthodes. La laïus politique n'embraye pas. Nous sommes beaucoup trop concrets et réalistes pour cela.

Par ailleurs, croyez-vous que nous soyons encore en régime libéral ? Il y a beau temps que la France est entrée dans un régime marxiste (sic) légèrement camouflé, dirigé par la droite, au moyen de la concentration bancaire et de l'insertion astucieuse de ses cadets de famille dans la haute administration. Chaque changement de régime ne sert qu'à renforcer un peu plus le blockhaus de ciment armé qui tient le centre ; les dirigeants des trusts tiennent les commandes et tous les gouvernements successifs (y compris celui de Guy Mollet) ont dû passer sous leurs fourches caudines ou se casser les dents. Il n'y a que deux moyens pour l'abattre : une révolution de type classique ; mais il faudrait qu'elle se produise à Paris pour frapper tout de suite à la tête : il n'y a aucune chance qu'elle se produise : l'ouvrier parisien est beaucoup trop embourgeoisé ; les syndicats savent qu'ils ne doivent pas faire l'imprudence d'ordonner une grève générale, car ils ne seraient pas suivis. Ou bien découper le terrain autour : c'est ce qui est en train de se produire. — Mlle Marie Kerhuel, Paris (17^e).

— Je vous adresse ces quelques lignes pour vous féliciter du dernier numéro du Peuple Breton, qui est bien supérieur aux précédents. Les articles sont clairs et précis, suffisamment incisifs et percutants pour marquer l'opinion. Compliments, en particulier, pour le sensationnel cliché Franco-Hitler. Je ne le connaissais pas, bien que j'aie suivi l'affaire de fort près.

Enfin, il faut noter une nette amélioration dans le style même des articles. Je ne veux citer per-

sonne, car tous les signataires ont droit aux mêmes éloges... J'ai la conviction que vous détenez la vérité dans l'action bretonne : on ne tirera rien de la droite : les conservateurs sont incapables, par tempérament, de concevoir des réformes et de les appliquer. Ils resteront figés, tournés vers le passé, et chercheront par tous les moyens à le perpétuer. Or, le mouvement breton dans son ensemble est réactionnaire, souvent même sans le savoir. J'ai lu dans la presse d'action bretonne plus de cent articles sur l'abbé Perrot, mais je n'en ai pas lu un seul sur l'éventualité d'un Parti Socialiste Breton ou sur le Marxisme appliqué à la Bretagne... Il y a trop d'abstrait dans les programmes proposés : ce qu'il faudrait, c'est du... concret, du palpable, de l'immédiat à exiger. Un exemple : on appelle la population bretonne à se battre pour la loi-programme. Or, qui, et même parmi ceux qui la préconisent, s'est donné la peine de lire les seize pages de ce document ? Pas beaucoup, certainement ! Au lieu de cela, si le mouvement breton, faisant preuve, pour une fois, d'imagination et de réalisme, avait lancé un ultimatum au gouvernement gaulliste : « Si, à la date du 1^{er} janvier 1965, le réseau à voie étroite Guingamp-Carhaix n'est pas mis à largeur normale, les désordres graves qui s'en suivront seront à porter à la responsabilité du gouvernement ». Et, aussitôt, de mettre tout le monde dans le coup : syndicats ouvriers, paysans, étudiants, enseignants, les chambres de métiers, les syndicats d'initiative, les partis d'opposition, etc. Obliger les maires, conseillers généraux, parlementaires, tous les élus, à s'engager, par écrit, à démissionner si le projet n'est pas réalisé à la date prévue.

Cela, ce serait un travail rentable, qui nous poserait aux yeux de l'opinion, et qui prouverait que nous ne sommes pas des rêveurs, comme on l'avance trop souvent.

Par ailleurs, pour appuyer la justesse de vos positions, il faut bien parler d'un argument sur lequel la presse bourgeoise ironise si lourdement : le sens de l'histoire. Qu'on le veuille ou non, le monde va vers le socialisme et, pour s'en convaincre, il suffit de lire Ouest-France tous les jours. Dans tous les pays, de puissants mouvements d'émancipation populaire se font jour, qui ont pour but de promouvoir une économie dans laquelle les travailleurs assureront la gestion des entreprises. La Bretagne n'échappera pas à cet immense courant, et plus tôt le mouvement breton aura pris une option en ce sens, mieux ça vaudra. On sait le sort réservé aux ralliements de la 11^e heure. — Le Toquin, Rennes.

L'EUROPE...

(Suite de la page 1)

de rapports de force. A la limite aucune solution satisfaisante n'apparaît au sein du milieu international classique. Seule la société fédérale procure les conditions de libération et d'épanouissement complet de tous les groupes ethniques, grands ou petits, compacts ou dispersés.

Guy HERAUD,
Professeur à la faculté
de droit de Strasbourg.

TECHNOCRATIE GAULLISTE

Les bureaux de M. Olivier Guichard ont mis un an pour... modifier le régime des « aides à la décentralisation ». La presse nous a appris qu'un régime particulier était prévu pour... la région parisienne ! Aussi particulier sans doute que le bel engin, made in U.S.A. (600 tonnes) débarqué l'autre jour au Havre. Cette excavatrice géante doit remplacer une autre machine, gloire et merveille de la technique française, spécialement conçue pour creuser la nouvelle ligne de métro Etoile - Pont de Neuilly et... qui ne marche pas. Coût de la plaisanterie : voir « régime particulier » de la région parisienne.

L'U D B ET LE PROBLEME DE LA FAIM



Deux hommes sur trois ont faim : désormais, le problème de la faim devient une mode. Une mode printanière si l'on en juge par l'intérêt saisonnier que portent divers « comités » à cette question. Quelles que puissent être les réserves à apporter, il faut bien admettre que cette campagne est nécessaire à certains pour prendre conscience du problème. Ce qui peut paraître aujourd'hui d'une évidence criante pour une minorité agissante, reste malheureusement ignoré de M. Tout-le-Monde : combien assimilent encore la faim à la paresse ! Combien ignorent toujours que la faim et le sous-développement sont une seule et même chose ! C'est d'ailleurs cette interférence entre les deux problèmes qui est la plus dure à faire admettre, et quand bien même elle est comprise, lorsqu'on parvient au stade des solutions, il en résulte trop souvent un gaspillage de forces. Disons enfin qu'il n'est pas rare de voir ce sujet de la faim dans le monde exploité à des fins de propagande. C'est ce qui nous a amené à vouloir expliciter les termes de « solidarité » et « d'efficacité » qui figurent dans l'article II de la Charte de l'U.D.B.

SOLIDARITÉ

Il est évident que ceux qui ont aujourd'hui la volonté de lutter contre la faim ne pourront atteindre aucun résultat positif isolément : toute la Terre doit y participer. Chaque pays développé ne doit pas seulement s'efforcer de trouver une région sous-développée dont il puisse s'occuper sans trop de gêne pour son propre niveau de vie : le genre « dame d'œuvre » rapporte à celui qui donne et non à celui qui reçoit. *Aujourd'hui, tout homme doit se sentir concerné jusque dans son existence même.* Il est vrai que cet objectif se situe à la limite de l'utopie.

— Utopie parce que philanthropie et fraternité ne sont que les slogans éculés de quelques individus irréalistes qui n'ont rien compris au monde capitaliste dont le critère en l'occurrence est surtout la rentabilité : « Si je donne à un pays sous-développé, qu'est-ce que ce geste va me rapporter ? » Il apparaît, avec Raymond Cartier, que la réponse ne soit pas toujours positive puisque, selon lui, l'aide de la France au Tiers-Monde compromettrait son propre développement, donc il convient de limiter cette aide : le « penseur » de *Paris-Match* est toujours aussi cyniquement égoïste, mais son point de vue est aujourd'hui largement diffusé et adopté dans les milieux d'affaires.

— A la limite de l'utopie cependant, car les éternels partisans du juste milieu se rendent compte qu'il ne faut pas exagérer. Comment ne pas craindre en effet un juste retour des choses ? On réalise brusquement que les Etats occidentaux risquent d'être submergés par les nations les plus pauvres soudain révoltées, et l'on craint plus aujourd'hui le « Nations prolétaires, unissez-vous » que le « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » du début de ce siècle !!!

Car si, chronologiquement, le premier crime du capitalisme a été l'exploitation de ses propres prolétaires, son second crime, et non le moindre, a été l'exploitation coloniale, c'est-à-dire celle des nations prolétaires dont on cherche aujourd'hui à devancer la révolte. Bien qu'indépendants, nombreux sont les pays qui souffrent aujourd'hui de cette nouvelle forme d'aliénation qu'est le néo-colonialisme ! Et c'est un fait qui dépasse le contexte politique traditionnel dans la mesure où les prolétaires des pays développés participent plus ou moins consciemment à cette exploitation : les Bretons peuvent se plaindre à juste titre d'être sous-développés par rapport au reste de l'Europe, mais il ne faut jamais perdre de vue que ce sort apparaît enviable comparé à celui de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud ! Combien d'ouvriers européens, qui travaillent des produits importés des pays sous-développés, se rendent

compte que l'augmentation de leur salaire, en régime capitaliste, dépend peut-être d'une baisse du cours mondial de ce produit, c'est-à-dire d'une aggravation de la misère dans le pays où cette matière est produite ou cultivée ?

Il est humain de se sentir découragé devant l'ampleur des problèmes et nous serions facilement tentés de ne pas espérer le moindre résultat de cette solidarité. Pourtant, la réussite dépend moins de l'ampleur des moyens mis en œuvre que de leur efficacité politique et économique.

EFFICACITÉ

Il est impossible d'analyser les réalisations actuelles sans constater qu'elles sont trop facilement utilisées à des fins politiques par exemple, et ceci tant dans le camp occidental que dans le bloc communiste : d'où l'intérêt de ces puissances à voir se perpétuer pendant un certain temps encore les disparités matérielles entre les pays. Dans d'autres cas, l'attribution d'une aide quelconque est soumise à des critères d'ordre politique ou religieux : il y a les bons et les mauvais pauvres ; il y a les bons et les mauvais Noirs ; il y a ceux qui parlent français (les bons) et ceux qui veulent sauvegarder une culture indigène ! Il y a ceux qui crévent de faim et qui se résignent (les bons) ; il y a ceux qui souffrent et lèvent le poing ! Cela choque les apôtres d'une coexistence à sens unique ! Est-ce un hasard si les micro-réalisations du Secours catholique s'effectuent dans les régions où les missionnaires en ont le plus besoin, par exemple pour contrebalancer l'influence de l'Islam ? Pour ceux qui en doutent, il suffit pour s'en convaincre, d'avoir vu les films de propagande du Secours catholique : on a soin de montrer (oh discrètement !) que tel Africain qui a bénéficié d'une de ces micro-réalisations possède une Bible de Jérusalem ! On aimerait également connaître le critère d'attribution du Secours populaire...

Quant à ceux qui fournissent, on ne peut non plus ignorer que leur geste consiste le plus souvent en quelques quêtes qui donnent bonne conscience ensuite pendant le reste de l'année : comme dans une machine à sous, on met 1,00 francs dans la petite boîte, et on se sent une âme de Saint-Martin ou un héros du collectivisme jusqu'à l'année suivante ! Il est évident que le don ainsi conçu est à proscrire parce qu'il fait abstraction de celui à qui il est destiné. D'ailleurs, n'est-ce pas une hypocrisie encore plus flagrante que de donner une misérable partie de son revenu alors que les besoins sont tels qu'il faut pour les combler toucher à notre propre niveau de vie, c'est-à-dire au nécessaire et non plus au superflu ? D'autant que les moyens à mettre en œuvre ne doivent pas seulement pallier l'insuffisance actuelle de nourriture, mais également permettre aux peuples sous-développés de produire eux-mêmes ce dont ils ont besoin. Un proverbe chinois dit en effet : « Donne-moi un poisson et je me nourrirai pendant un jour, apprends-moi à pêcher et je n'aurai plus faim ».

La « solution démographique » ne peut non plus atteindre un niveau d'efficacité acceptable : l'exemple du Japon est là pour prouver qu'une politique de limitation des naissances ne peut réussir qu'avec l'utilisation de l'avortement. Comment répandre l'idée des méthodes contraceptives sans commencer par élever le niveau de vie, seul moyen d'arriver à une prise de conscience positive de ces problèmes ? D'ailleurs, la propagande pour les méthodes contraceptives cache trop souvent

un néo-malthusianisme qui se dissimule parce qu'il n'a pas l'adhésion de l'opinion chrétienne ou marxiste. Il est plus facile en effet pour une certaine bourgeoisie éclairée de considérer que l'Asie ou l'Afrique sont surpeuplées, au lieu de considérer le problème de leur sous-développement ! « Vous, les pauvres, vous n'avez pas le droit d'avoir d'enfants puisque vous n'êtes pas capables de les nourrir : c'est un luxe qui est réservé à nous autres, pays riches ».

Devant de tels arguments, nous ne pouvons que répéter ce qui a déjà été dit à maintes reprises : la Terre n'est pas surpeuplée, ce sont ses richesses qui sont sous-exploitées ou gaspillées. Dans l'état actuel des techniques dont dispose l'homme, il apparaît relativement facile aux savants de résoudre le problème : or, s'ils n'ont pu le faire jusqu'à présent, c'est parce qu'ils se heurtent à un contexte politique et social qui les empêche de mettre en œuvre les moyens nécessaires.

Car il nous apparaît que seule une solution politique est susceptible d'atteindre l'efficacité recherchée :

— Politique parce que chaque gouvernement est concerné par ce problème et qu'il doit prendre des décisions intéressant chaque individu. On a préconisé par exemple la diminution d'investissements économiquement inutiles : on touche donc là le problème du désarmement !

— Politique parce qu'on ne pourra éviter les spéculations sur le prix des denrées et biens produits par les pays sous-développés (et dont ils dépendent économiquement) sans décision concertée des puissances intéressées, ce qui devrait rehausser l'intérêt des organisations internationales, O.N.U., F.A.O., etc., bien que le bouleversement du système économique mondial ne puisse être seulement l'œuvre de « spécialistes » !

— Politique parce que sous prétexte d'aider les anciens pays colonisés à développer leurs moyens de production, les anciennes métropoles procèdent à des investissements qu'ils savent plus rentables pour eux-mêmes que pour les pays néo-colonisés, et dont ils gardent le contrôle effectif !

— Politique parce qu'à l'intérieur même des pays sous-développés, les différents peuples doivent également être dotés d'institutions qui leur permettent de contrôler le développement sans reproduire les erreurs des pays capitalistes de type européen. La chute du président Goulart, au Brésil, illustre un tel impératif sur le plan intérieur. Cuba et l'Algérie sont au contraire en voie de résoudre, en grande partie par elles-mêmes, leurs propres difficultés, suivant en cela l'exemple chinois où l'on a su tirer parti de l'immense potentiel humain, malgré l'échec des communes populaires.

Cette solution politique devrait également s'accompagner d'un effort considérable sur le plan culturel : tout progrès humain ne saurait se passer des moyens intellectuels, sans qu'il faille d'ailleurs attribuer la primauté à la culture occidentale, d'autant que celle-ci n'a pas été capable justement d'éviter le fléau de la faim physiologique et intellectuelle des 2/3 de l'humanité !

A partir de ces quelques éléments rapidement esquissés, comment ne pas se sentir concerné, même en Bretagne ? Il ne suffit pas de vendre des gâteaux à la sortie des messes au profit de ceux qui ont faim, comme cela s'est fait à Brest, par exemple. Il ne suffit pas de faire partie d'un de ces innombrables comités qui se prennent pour l'O.N.U. et où siègent des gens qui ont besoin de ce tremplin électoral pour obtenir quelques voix de plus aux élections cantonales. Il est vrai que tant qu'une propagande appropriée n'aura pas traversé les cloisons douillettes capitonnées d'une certaine mentalité bourgeoise, il sera vain d'espérer une prise de conscience de l'ensemble de l'opinion.

Hervé GRALL.

ART. II - L'U D B DEMANDE UNE SOLIDARITE EFFICACE ENTRE TOUS LES PEUPLES.

- La SOLIDARITÉ implique que nous nous sentions concernés, en tant que Bretons, par le problème de la faim chez n'importe quel peuple, qu'il soit chrétien, bouddhiste, musulman, athée ou marxiste.
- La SOLIDARITÉ implique la condamnation de l'aide utilisée par les donateurs comme un moyen de prosélytisme religieux ou politique. Elle implique de même la condamnation de l'aide unilatérale d'une nation, formule qui permet la naissance du néo-colonialisme et la poursuite de l'aliénation du peuple « assisté ».
- La SOLIDARITÉ implique la constitution d'un organisme mondial de lutte contre la faim et le sous-développement, organisme au nom duquel et par lequel toute l'aide des pays nantis aux pays jeunes doit se faire anonymement.
- La SOLIDARITÉ implique l'abandon du gaspillage dans les pays développés, avec l'interdiction des dépenses scandaleuses de quelques milliers d'individus par le monde, avec l'arrêt de la course aux armements de quelques dizaines d'Etats.
- L'EFFICACITÉ implique tout d'abord un recensement précis, et mondial, des besoins. En effet, sans un tel recensement, rien ne peut être fait contre l'exploitation, dans les pays sous-développés, de la majeure partie

de l'aide au profit d'un petit groupe après détournements économiques ou politiques, ce qui provoque l'accession à la richesse d'une classe dirigeante égoïste, le maintien du peuple dans la misère et, peu à peu, un profond écœurement chez les travailleurs des pays développés qui font les frais d'une pareille gabegie.

- L'EFFICACITÉ implique que l'on s'attaque aux causes politiques des disparités dans le monde : barrières douanières qui empêchent certains peuples d'exporter leur production ; exploitation capitaliste des denrées stockées en pays riches, faible pouvoir d'achat des pays sous-développés ; fixation par les pays riches, du prix des matières premières exportées par les pays pauvres.
- L'EFFICACITÉ implique aussi que le transfert de richesse dans le monde s'accompagne d'une aide intellectuelle, afin que, d'une part, les pays sous-développés puissent prendre en main leur destin, d'autre part, que, par les relations croissantes entre les peuples, ceux-ci obligent les gouvernants à abandonner leur politique militariste de « blocs », politique dont les travailleurs des pays riches comme ceux des pays pauvres font en définitive les frais, politique qui retarde et complique la résolution à l'échelle mondiale, du problème de l'inégalité entre nations.